



« Bonne année » ! Cette formule répétée à souhait pendant tout le mois de janvier, s'adresse, au nom de notre fédération, à toutes et à tous, notamment à l'ensemble des membres de cette instance. Cependant, cet échange de vœux prend, à l'aune de cette année 2019, une couleur particulière au regard des interrogations, des incompréhensions, des inquiétudes et des alertes qui se font cortège pour les personnels, les structures, avec en corollaire « la clameur de la rue » qui s'évertue depuis des semaines à se faire entendre.

Au regard de « cette émotion populaire inédite » qui ne peut laisser personne de marbre, où se trouve désormais cette espérance de début d'année qui pourrait nous garantir une revitalisation de notre engagement républicain justifiant une vision commune en faveur de l'action collective, de l'efficacité concrète des services publics, du service inestimable qu'il offre à chacun et chacune de celles et ceux qui y recourent.

Or, malgré des points importants, soumis pour avis, l'avancement « à la hache » des réformes qu'elles soient en services centraux ou territoriaux est la tangente cruciale, l'alpha et l'oméga de cette déperdition des caractéristiques de l'administration française.

L'UNSA ITEFA n'a eu de cesse de le dénoncer depuis des mois en vain : la mise en place de cette politique illisible a des conséquences immédiates et met en danger la place citoyenne du service public par une remise en question de manière permanente de la stabilité du fonctionnement et de l'organisation des services.

Mutualiser, coordonner, fusionner, devenue la nouvelle triple acclamation de la fonction publique, se décline partout dans ce ministère, avec plus une pseudo concertation avec des partenaires sociaux, au nom de la « réforme dite salvatrice » devenue permanente ces dix dernières années, sans que jamais ne soit posées l'effectivité et l'évaluation des décisions prises, au seul motif qu'il faut aller vite !

Le management actuel, trop tourné vers la « ressource humaine », ne prend pas suffisamment en compte la « relation humaine », combien de questions posées qui ne trouvent jamais de réponse, à commencer par le dossier des contrôleurs du travail et leur devenir, celui des catégories « C » toujours dans l'attente d'un plan de transformation d'emploi en SA, ces deux dossiers que l'UNSA ITEFA remet au cœur de son action dès à présent.

Les agents ne se rencontrent pas assez, et les « réseaux », outils de communication dématérialisée, ne favorisent pas l'échange : sur ce point même, il faudrait qu'ils existent et facilitent les nouveaux moyens de travailler autrement.

Une bonne dose d'empirisme serait également utile...

Des questions concrètes quotidiennes montrent l'impréparation des nouvelles organisations subies - exemple récent du Pôle 3^e, sans compter l'encadrement intermédiaire qui s'évertue de trouver le bon interlocuteur. Enfin, des agents qui se trouvent pris dans la nasse du choix entre le sens du service public qu'ils ont chevillé au corps et l'exigence « de faire » malgré la baisse des effectifs, les postes non pourvus, sans qu'ils aient la possibilité de bénéficier d'un espace de dialogue et d'écoute.

Cette administration reformatée, cette stratégie managériale jouent avec l'équilibre et la santé physique et mentale des personnels. Les refus, les recours, les dépressions sont prévus comme des phases normales qu'il faut accompagner, encadrer, jusqu'à la résignation et l'acceptation, précédant la rédemption totale par l'investissement dans cet énième projet décliné se résumant par « toujours plus avec moins » !

Cette « dévitalisation de la relation humaine » entraîne un « mal-être » à tous les niveaux de la hiérarchie, mal-être aggravé par des réformes pas ou mal expliquées, lesquelles se déroulent dans un climat de technocratisation accélérée qui contribue à la perte de repères et de sens pour les agents.

A la question urgente pour redonner du sens à l'action publique, **L'UNSA ITEFA** rappelle qu'elle n'est certes pas une fédération nostalgique engluée dans une vision passéiste du service public mais elle rappelle avec force sa conviction qu'il ne peut pas disparaître dans ce débat crucial, teinté hélas de frilosité et de corporatisme et justifié par des pseudo enjeux financiers se résumant à une ligne budgétaire.

Ce dernier doit certes être en capacité d'adaptation, de souplesse afin de pouvoir répondre à la réalité complexe du monde dans lequel nous vivons, réalité mouvante, parfois bouleversante qui exige plus de réactivité et d'efficacité, mais le socle républicain a besoin de ces services publics qui protègent, qui soignent, qui réparent, qui garantissent l'égalité entre les citoyens, en bref qui facilitent la vie quotidienne où que l'on vive, en milieu urbain comme en milieu rural, en métropole comme en région ultra-marines.

Si le débat sur les objectifs et les moyens du Service Public est primordial, CAP 2022 fait abstraction des corps intermédiaires et de fait, confisque un dialogue social qui devrait aboutir à une vision claire, juste et rassurante de l'action publique au bénéfice de tous en considération de la situation de chacun.

L'UNSA ITEFA vous rappelle donc fermement que les instances du dialogue sont là pour vous répéter que l'évolution de nos services publics se doit d'être fidèle à l'ambition première qui préside à leur existence : ***faire socle à une vie sociale harmonieuse et garante d'un juste et équitable accès pour tous à leurs bienfaits.***

À vous, de réfléchir à vos décisions

À nous, partenaires sociaux, de vous demander des comptes

pour que personnels et usagers ne soient pas les « éternels » perdants.

L'UNSA ITEFA vous remercie de votre attention.